**MODELE ARRÉTÉ DE MAINLEVEE D'UN ARRETE DE MISE EN SECURITE – PROCEDURE ORDINAIRE**

**Relative au fonctionnement défectueux ou au défaut d'entretien des équipements communs d'un immeuble collectif à usage principal d'habitation, lorsqu'il est de nature à créer des risques sérieux pour la sécurité des occupants ou des tiers ou à compromettre gravement leurs conditions d'habitation ou d'utilisation**

**(Application du 2°) de l’article L511-2 du CCH)**

Le Maire/Président d’EPCI de \*\*\*

Vu le code de la construction et de l’habitation, notamment les articles L511-12, L.511- 14 et L511-19 ; L.521-1 et suivants, R 511-1, R511-7, R511-8 et 511-10 (*en cas de copropriété*)

Vu l’arrêté de mise en sécurité affectant les équipements communs *(à rappeler*) du …..

Vu le rapport effectué par les services techniques de la commune …./ EPCI de ….

Ou, le cas échéant, le rapport d’expertise effectué par M….., en date du …..

attestant que les travaux réalisés sur les équipements communs susvisés de l’immeuble collectif à usage principal d'habitation sis …….. ont mis fin au danger ou aux désordres affectant lesdits équipements;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1er** : Sur la base du rapport susvisé constatant la réalisation des travaux ayant mis fin aux dangers/ désordres constatés sur les équipements suivants *(ceux qui ont fait l'objet de l'arrêté de mise en sécurité urgente)* est prononcée la mainlevée de l’arrêté susvisé du …. (*date*) affectant l’immeuble sis ……, parcelles cadastrales numéro …..et appartenant à (propriétaire, copropriété ou autre …) demeurant à …. à la date de la notification du présent arrêté.

*Cas d’un immeuble collectif d’habitation en monopropriété*

M. \*\*\*, *(noms, prénoms)*, domicilié à \*\*\* ou résidant à \*\*\* *(adresse)*, né le \*\*\*, état civil, propriétaire de l’immeuble sis à \*\*\* *(adresse complété)* - \*\*\* (références cadastrales) – situé à \*\*\* *(bâtiment, étage)*, ou ses (leurs) ayants droit

*Si personne morale*

Propriété de \*\*\* forme de la personne morale *(société, SCI, association ou autre)*, ayant son siège social à \*\*\* *(adresse)* immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le N° \*\*\*, représenté par M. \*\*\*, en qualité de \*\*\* *(gérant en SCI)*, adresse,

*En cas de copropriété (les équipements communs sont toujours parties communes)*

Le syndicat des copropriétaires de l’immeuble en copropriété, situé à \*\*\* *(adresse complète)*, références cadastrales, et représenté par le syndic \*\*\* *(nom et adresse)*

**ARTICLE 2** *:* L’interdiction d'habiter ou d'utiliser les lieux (*selon le cas*) est également levée à la date de la notification du présent arrêté.

Le propriétaire visé à l’article 1er, le cas échéant, les copropriétaires bailleurs, respectent le droit des occupants en application des articles L521-1 et suivants du code de la construction et de l’habitation.

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté ainsi que le rapport établi par M. …. seront notifiés à *(propriétaires, syndic …).*

Le présent arrêté est notifié aux occupants.

Le présent arrêté sera affiché sur la façade de l’immeuble, affiché en mairie *et, le cas échéant, et publié conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de* ….

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté est transmis – *selon le cas*, au président de l’EPCI de ….au maire de la commune de ….Au préfet, sous-préfet de ….

Il sera également transmis à la CAF, à la MSA, et au gestionnaire du FSL

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de ….. dans le délai de 2 mois à compter de sa notiﬁcation ou dans le délai de 2 mois à partir de la réponse de l’administration si un recours administratif a été déposé au préalable. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l’application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

**ARTICLE 5 :** personne chargée de l’exécution

Date et signataire